

Epidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest

Une opportunité pour renforcer la sensibilisation sur le lavage des mains au Bénin

Malgré les cas suspects signalés et la fièvre de Lassa qui a fait cinq victimes à Tanguéta, aucun cas d'Ebola n'a été confirmé officiellement encore par les autorités béninoises. Contrairement aux cinq pays (La Guinée-Conakry, le Libéria, la Sierra-Leone, Mali) qui se battent vaillamment avec le soutien de l'OMS et des partenaires, le Bénin n'a pas encore enregistré son premier cas. Pour l'heure, cette épidémie à l'origine de 7.000 morts déjà, inquiète toujours les Béninois. Mais, cette situation offre une belle occasion de promouvoir le lavage des mains qui constitue l'une des mesures préventives efficaces pour éviter la propagation du virus en cas d'apparition.



Entretien avec le Professeur Euloge K. Agbossou, Directeur de l'Institut National de l'Eau (INE)

« L'INE se présente comme le bras scientifique de la DGEau, de la SONEB et de tous les autres structures en charge de l'eau »



Après à peine un (1) an d'existence, l'Institut National de l'Eau (INE) prend de plus en plus sa place dans le cercle des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement. Avec comme vocation de former des cadres spécialisés devant servir dans les structures et ministères en charge de l'eau et de l'assainissement, l'INE s'investit dans la recherche afin de répondre aux problématiques du moment du Bénin en matière de maîtrise et de bonne gestion des ressources en eau.

Edito / Sommaire

EDITORIAL

Des OMD aux ODD



L'année 2014 s'achève. Echéance pour la réalisation des OMD, l'année 2015 sera marquée par le bilan des progrès mais aussi des échecs dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement

(OMD). Quinze (15) ans après, l'année 2015 permettra à chaque pays de se mirer et d'apprécier le chemin parcouru depuis 2000.

En termes de progrès, le monde entier est unanime pour reconnaître que les efforts qui ont été faits sont forts appréciables. Sans détour, M. Ban Ki Moon lors d'une rencontre au siège de l'ONU à New York, a indiqué que « Les OMD représentent la plus grande lutte contre la pauvreté de l'histoire », parce que tout simplement « des nouveaux partenariats ont été établis, de nouveaux acteurs sont engagés dans cette lutte »

Ainsi, la vie de millions de personnes dans le monde a été améliorée grâce aux efforts concertés aux niveaux mondial, régional, national et local pour atteindre les huit objectifs établis en 2000 par la communauté internationale, dont la lutte contre la pauvreté extrême, l'accès à l'eau potable, le combat contre le VIH/Sida ou encore pour assurer l'accès universel à l'éducation primaire.

Pour tous, le fait d'avoir fixé des objectifs internationaux pour le développement a permis d'améliorer considérablement la vie des individus, et notamment dans les régions les plus pauvres du globe. L'Afrique sub-saharienne a immensément bénéficié des OMD.

Au Bénin, dans le sous-secteur de l'eau potable, tous les acteurs se félicitent que notre pays soit au rendez-vous. Car, déjà, les responsables de la Direction Générale de l'Eau, avancent qu'à fin 2014, l'objectif d'atteindre en 2015, un taux de desserte de 67,3% pourrait être atteint.

Même si dans le sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement, le chemin est encore long, la formulation des Objectifs de Développement Durable (ODD) en remplacement des OMD, nous offre une autre chance de sonner la mobilisation pour améliorer nos indicateurs.

Car, les ODD ont pour vocation de poursuivre ce combat en s'attachant toutefois à promouvoir désormais une croissance économique plus équitable ainsi qu'un développement durable efficace. Il ne s'agit donc pas, en ce qui concerne l'après-2015 de baisser les bras, mais de redoubler d'efforts pour renforcer les acquis et atteindre mieux que par le passé, les objectifs qui seront fixés. De la même manière, comme l'a signifié le conseiller spécial auprès du Secrétaire général des Nations Unies depuis 2001 sur la question des OMD, les gouvernements africains et tous les acteurs devront, une fois encore, y

mettre du sérieux en s'appropriant les ODD une fois retenus, en catalysant l'action des parties prenantes, et en responsabilisant tous les acteurs. Dans ce changement de cap, et dans l'élaboration des prochains objectifs, il est important que les États et les acteurs tirent tous les enseignements des OMD. Au Bénin, nous avons le devoir de maintenir la même dynamique, de renforcer le dispositif et surtout de travailler davantage en synergie pour de meilleurs résultats. Pour reprendre le discours formulé il y a un demi-siècle par le président John F. Kennedy, « En définissant notre objectif plus précisément, en le rendant plus raisonnable et plus accessible, nous pouvons permettre à tous les peuples de le percevoir, d'en tirer une source d'espoir, et de se diriger irrésistiblement vers lui. » Les OMD ont contribué à jouer ce rôle dans la lutte contre la pauvreté. Il appartient désormais aux ODD d'en faire de même face au défi complexe du développement durable.

Dans ce dernier numéro de l'année 2014, nous vous proposons dans la rubrique « Actualités » un retour sur la Journée mondiale de lavage des mains qui a été célébrée cette année dans le contexte de l'apparition du virus Ebola dans notre sous-région. Vous trouverez aussi des articles portant sur la signature du nouvel accord de siège de l'ONG Protos, le processus de mise en place des Comités de bassin, de sous bassin et locaux de l'eau avec l'assistance technique du PNE-Bénin. Dans la rubrique « Analyse », toujours en lien avec la célébration de la Journée mondiale de lavages des mains, nous avons proposé un texte qui nous invite à saisir l'opportunité que nous offre Ebola, de promouvoir le geste simple que constitue le lavage des mains pour sauver des vies. Dans la rubrique « Tribune des Partenaires », nous partageons avec vous, l'expérience édifiante de Helvetas Swiss Intercooperations sur l'amélioration de la qualité de l'eau avec un vibrant témoignage de l'une des bénéficiaires. Enfin, dans la rubrique « Parole aux acteurs », nous avons ouvert les colonnes de notre revue au Directeur de l'Institut National de l'Eau, Dr Euloge Agossou, qui dans cet entretien, nous fait mieux découvrir l'institut et nous confie ses attentes. Pour terminer, nous avons voulu rendre hommage à notre illustre disparue Claudia que nous pleurons encore. Notre engagement à poursuivre le combat que nous menions ensemble reste vivace.

A tous, je souhaite de bonnes fêtes de fin d'année !

Bonne lecture à toutes et à tous !

André Zogo

Coordonnateur du PNE-Bénin

Sommaire :

● Editorial

- Des OMD aux ODD P.2

● Actualité

- Signature du nouvel accord de siège : belge Protos œuvre pour une gestion équitable P.3

- Célébration de la Journée mondiale de lavage des mains à Athiémé : Sauver des vies avec un simple geste P.4

- Processus de mise en place des Comités de bassin, de sous bassin et locaux de l'eau : Le PNE-Bénin apporte son appui technique P.5

● Analyse

- Epidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest : Une opportunité pour renforcer la sensibilisation sur le lavage des mains au Bénin P.6

● Tribune des partenaires

- Amélioration de la qualité de l'eau : La précieuse contribution de Helvetas Swiss Intercooperation P.7

● Parole aux acteurs

- Entretien avec le Professeur Euloge K. Agbossou, Directeur de l'Institut National de l'Eau (INE) : « L'INE se présente comme le bras scientifique de la DGEau, de la SONEB et de tous les autres structures en charge de l'eau » P.P. 8-9

● Conseils et Innovations

- HOMMAGE A CLAUDIA AMEGANKPOE



Les Pages Bleues

Siège

Placodji (Cotonou)
01BP 4392 Cotonou (RB)
Tél : (229)21311093
E-mail : contact@gwppnebenin.org
Site Web : www.gwppnebenin.org

Directeur de Publication

André ZOGO

Equipe de Rédaction

Aurore E. BLOKOU (PNE-Bénin)

Rachel ARAYE K. (PNE-Bénin)

KITI Bonaventure (RJBEA)

Alain TOSSOUNON (RJBEA)

Adrien SODOKIN (DG Eau)

Arnould ADJAGODO (PNE-BENIN)

Conception graphique

Afriq Edi-Com

Actualité

Signature du nouvel accord de siège de l'ONG belge PROTOS

Une reconnaissance de sa contribution au secteur AEPHA au Bénin

Implantée au Bénin depuis 20 ans, l'ONG belge Protos œuvre pour une gestion équitable, participative et durable des ressources en eau à travers plusieurs projets et programmes. En reconnaissance de son engagement, le gouvernement du Bénin a signé un nouvel accord de siège au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée le lundi 8 septembre 2014 au Ministère des affaires étrangères.



Signature de l'accord entre le Représentant-résident de Protos, Harald Van Der Hoek (à gauche) et le secrétaire général par intérim du Ministère des Affaires Étrangères, Eusèbe Agbangla (à droite)

«Par cet acte, le Gouvernement béninois réitère sa confiance en votre institution, pour vous accompagner dans la volonté de votre ONG de poursuivre l'entreprise dans laquelle nous nous sommes engagés depuis la signature du premier accord de siège le 22 novembre 1996.» C'est en ces termes que le secrétaire général par intérim du Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'extérieur, Eusèbe Agbangla s'est exprimé au cours de cette cérémonie de signature. Pour le représentant du gouvernement, le renouvellement de l'accord de siège est un mérite pour cette organisation qui milite pour une amélioration de l'accès des populations béninoises à l'eau et à l'assainissement et une meilleure gestion des ressources en eau dans notre pays.

Ainsi, il a rappelé par exemple, les interventions de l'organisation dans le Sud du Bénin visant un meilleur accès ou une meilleure utilisation de l'eau, à travers l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, les aménagements hydro-agricoles, etc. Plus encore, il a signalé son engagement pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à travers son

«précieux soutien» au Partenariat National de l'Eau (PNE). Dans le secteur des aménagements hydro-agricoles au Bénin, les activités de Protos ont permis le renforcement des capacités des Organisations paysannes et des acteurs d'appui en matière de valorisation intégrée des sources en eau à des fins agricoles. Un programme qui a contribué à l'aménagement de plus d'une soixantaine de sites dans douze (12) communes des départements du Mono/Couffo et de l'Atacora/Donga, à travers la réalisation d'infrastructures

d'irrigation et de drainage, le développement des filières porteuses comme le maraîchage, la riziculture, etc.

Surtout, les interventions de l'ONG belge Protos ont été saluées parce qu'elles contribueront à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (Objectif 7 relatif à l'accès à l'eau potable) par le Bénin en 2015.

Très heureux de cette confiance renouvelée, le Représentant résident de Protos au Bénin, Harald Van Der Hoek, a rappelé les raisons qui motivent les interventions de son organisation au Bénin. Il s'agit de sa stabilité sociopolitique et économique mais aussi «son hospitalité et sa crédibilité».

Au total, il a souligné qu'au Bénin, Protos intervient dans 22 communes de l'Atacora/Donga et du Mono Couffo. Il met en œuvre plusieurs projets de développement dans les secteurs d'Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA) et valorisation de l'eau par l'agriculture dans un cadre global de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Il a précisé que ces projets sont financés par différents bailleurs tels que la coopération belge au développement, le Fonds Belge de Sécurité Alimentaire, l'Union Européenne, la Facilité Africaine de l'Eau de la Banque Africaine

de Développement et l'Alliance Wash néerlandaise.

Avec ces projets et financements, plusieurs objectifs ont été atteints ces cinq dernières années. Il s'agit entre autres, de l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement; de l'amélioration des connaissances et mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau, en protégeant les réserves en eau; du renforcement des capacités des communes dans la maîtrise d'ouvrage.

En matière de réalisation des ouvrages d'Approvisionnement en Eau Potable et d'assainissement, on retient la construction de 290 points d'eau potable, 150 blocs de latrines institutionnelles et publiques et de 1.050 latrines familiales. Des réalisations qui ont favorisé l'accès de 80.000 personnes à l'eau potable et 91.800 personnes ont bénéficié d'assainissement amélioré.

En matière d'aménagement hydro-agricole, une superficie de 645 ha ont été aménagés augmentant ainsi la production de riz de 700 à 3.700 kg/ha. Par ailleurs, 89 groupes de paysans et organisation de 2.500 producteurs ont bénéficié d'un renforcement de capacités.

Tout en rappelant que ces actions et résultats sont le fruit d'une collaboration et d'un partenariat avec les institutions que sont le Ministère en charge de l'Eau, le Ministère de l'Agriculture et de la santé, des services déconcentrés de l'État et les communes, Harald van Der Hoek a indiqué que pour les prochaines années, l'objectif de Protos est de «contribuer à une gestion adéquate du développement local dans un contexte de décentralisation et de renforcement de la société civile».

Ce qui passe par le développement et la promotion de méthodes novatrices avec des acteurs plus engagés. L'aventure se poursuit.

**Alain TOSSOUNON
(RJBEA)**



Echange de parafeurs entre le Représentant-Résident de Protos et le Représentant du ministre des Affaires étrangères

Actualité

Célébration de la Journée mondiale de lavage des mains à Athiémé

Sauver des vies avec un simple geste

L'école primaire publique de Madébouï de l'arrondissement de Dédékpoé dans la commune d'Athiémé, a accueilli la célébration de la journée mondiale du lavage des mains, édition 2014. Au cours de la célébration, l'Ong Protos a formé et sensibilisé les communautés et les écoliers de la commune d'Athiémé sur l'importance de l'hygiène des mains. Une occasion aussi de lancer ses activités portant sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire. C'était le jeudi 23 octobre 2014.



Photo des participants dont les enfants à la célébration

Sensibiliser les populations sur l'importance du lavage des mains à l'eau et au savon comme moyen de prévention efficace et abordable des maladies. Tel a été l'enjeu de la célébration de la Journée internationale du lavage des mains dans la commune d'Athiémé. Mobilisés, les autorités locales, les élèves et leurs parents ont été aussi informés et sensibilisés sur l'importance de l'hygiène des mains. Au cours de la célébration, l'ONG Protos a saisi l'opportunité de cette célébration pour faire la promotion du dispositif de lavage des mains « Typpi-Tap ». Un dispositif très simple et efficace. Tous les participants ont été formés sur les étapes de fabrication de ce dispositif original. A l'ouverture des mani-

festions, le directeur de l'Ecole Primaire Publique d'Athiémé, a souhaité la bienvenue à tous et a remercié l'Ong Protos pour son accompagnement. Dans son intervention, le Chargé de programme AEPHA de Protos-Bénin, Myriam Launay, a indiqué que 800 000 enfants meurent chaque jour dans le monde à cause des maladies diarrhéiques. Pour elle, ces maladies peuvent être évitées avec des gestes simples qui ne prennent pas de temps, ne coûtent rien et même agréables. Seulement, ces gestes agréables sont souvent méconnus par les enfants. Et pour que cette pratique soit ancrée dans les habitudes des enfants, elle soutient que l'eau et le savon doivent être disponibles. Selon elle, l'école doit être le

meilleur lieu d'apprentissage pour renforcer les enseignements sur le lavage des mains avec de l'eau et du savon. Pour le chef de la circonscription scolaire de la commune d'Athiémé, Dansou Dosseh, la célébration de cette journée dans la commune d'Athiémé, plus précisément dans l'enceinte de l'EPP Madébouï, est un signal fort. « Les élèves de l'école primaire sont à la base de tout développement et doivent d'abord savoir se laver les mains », a-t-il enseigné avant d'inviter

ter Protos, la mairie et le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE), de se donner la main pour que les directeurs des autres écoles puissent bénéficier des enseignements. Avant de lancer les activités, le Premier Adjoint au Maire de la commune d'Athiémé, Jean Houssou, a fait savoir que laver les mains avec de l'eau et du savon est un geste banal mais important pour la santé des enfants.

Blanche BLAKASSI
(Protos)

Quelques témoignages

Félix Kocouvi Kpomassé, Directeur de l'Ecole Primaire Publique de Madébouï

« J'invite tous les enseignants à se mettre dans la danse »

Les actions de Protos viennent nous sauver des problèmes d'hygiène. Ils nous avaient appris comment on utilise l'eau potable à bon escient. Maintenant, c'est le Typpi-Tap qu'on nous amène. Dans mon école, j'ai installé ce dispositif à côté de notre latrine. Dans ma maison aussi, j'ai fait la même chose. La répétition est l'art de l'enseignant. Nous n'allons pas cesser d'enseigner les bonnes pratiques. J'invite tous les enseignants à se mettre dans la danse car, le lavage des mains est un geste utile.

Dansou Dosseh, Chef de la circonscription scolaire d'Athiémé

« C'est un événement inédit »

L'école primaire étant le lieu privilégié de l'éducation à la base est retenue pour abriter la célébration de la journée mondiale de lavage des mains. C'est un événement inédit qui fait la fierté de la circonscription scolaire d'Athiémé et de la mairie d'Athiémé. Ce n'est pas donné à tout le monde d'abriter ces genres d'événement. Cette séance de sensibilisation donnera un profit à notre système éducatif dans la commune d'Athiémé. C'est le lieu de témoigner notre profonde gratitude à cette œuvre organisée par le maire, Protos et le PNE. Un enfant bien préparé, en bonne santé, ouvre la voie à son village, à toute la commune d'Athiémé et de surcroît à toute la société béninoise.

Jean Houssou, Premier adjoint au maire de la commune d'Athiémé

« Dans notre prochain budget, nous allons intégrer un fonds pour mieux accompagner ce processus »

Protos a mis en œuvre un dispositif moins coûteux qui permet à n'importe quel ménage de l'acquérir. Ceci permet aux élèves de reprendre le geste utile de lavage de mains à la maison. Cela permet à toute la population d'adopter le principe. Nous élus locaux, nous allons intensifier la sensibilisation à travers les médias. La santé n'a pas de prix. Je crois que dans notre prochain budget, nous allons intégrer un fonds pour mieux accompagner ce processus.

Actualité

Processus de mise en place des Comités de bassin, de sous bassin et locaux de l'eau

Le PNE-Benin apporte son appui technique

La mise en place des organes de gestion de l'eau du Bassin de l'Ouémé est un processus conduit par la DGEau avec l'appui technique du PNE-Bénin. Elle trouve son fondement juridique et institutionnel dans les grandes orientations de la «Politique Nationale de l'Eau», la «Loi n°2010-44 du 24 novembre 2010 portant gestion de l'eau en République du Bénin» et le «Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau» (PANGIRE).



Une vue partielle des participants

Dans ce processus, le PNE-Bénin a pris le lead de la mise en place des Comités Locaux de l'Eau. Il a animé aux côtés de la DGEau, des réflexions stratégiques pour l'opérationnalisation des orientations stratégiques du cadre institutionnel de gestion intégrée des ressources en eau. Ces réflexions ont été enrichies par les expérimentations de territorialisation de la GIRE sur les sites pilotes de la rivière Fourigninkèrè de Natitingou, du barrage de l'Okpara et de la Lagune de Porto Novo d'une part ; et dans deux villages de démonstration de la gouvernance concertée de l'eau autour des forages artésiens de Tinou Hounsa dans la commune de Lokossa et de Tchi Ahomadégbé dans la commune de Lalo. Les acquis de ces expérimentations conduites par le PNE-Bénin et le voyage d'étude au Burkina-Faso des acteurs institutionnels et organisations socioprofessionnels pour échanger avec les acteurs Burkinabè sur le processus de mise en place et d'animation des agences de l'eau et des Comités

Locaux de l'Eau (CLE), ont véritablement amélioré les réflexions sur la promotion de la GIRE dans le Bassin de l'Ouémé.

La quintessence des réflexions soumis à l'appréciation des acteurs du bassin lors de l'atelier national organisé les 19 et 20 juin 2014 à Porto-Novo a permis de définir les orientations méthodologiques pour la mise en place des Comités de gestion du bassin de l'Ouémé. L'une des recommandations de ces assises

a été l'organisation d'une tournée d'information et de sensibilisation des acteurs de la gestion des ressources en eau du Bassin de l'Ouémé sur le processus de mise en place des organes de gestion du bassin.

La DGEau a opérationnalisé cette recommandation avec l'appui Technique du PNE-Bénin sur la période du 29 Septembre au 14 Octobre 2014. Ainsi, une tournée de sensibilisation a été organisée dans les 09 départements touchés par le Bassin de l'Ouémé : elle a été conduite par deux équipes dirigées par le Président du GWP/AO, le Professeur Abel AFOUDA et le Président du PNE-Bénin, Monsieur André TOUPE. Une équipe a parcouru les départements de l'Atacora-Donga et du Borgou-Alibori et la deuxième, les départements du Zou-Collines, de l'Ouémé Plateau et de l'Atlantique-Littoral. Cette tournée a permis de toucher environ Deux Cent Cinquante (250) personnes des différentes familles d'acteurs représentées par

les responsables de la préfecture, les Responsables des Services Déconcentrés de l'Etat intervenant dans le domaine de l'eau, les Maires, les SG de chaque Mairie, les Organisations socio-professionnelles, les ONG et les chefferies traditionnelles intervenant dans le domaine de l'eau. Ils ont été informés sur le contenu du Schéma Directeur des Aménagements et de Gestion des Eaux de l'Ouémé (SDAGE), du Plan d'Investissement Séquentiel d'une part et sensibilisés sur le découpage du territoire du bassin de l'ouémé en 04 espaces hydrographique de gestion que sont : le sous bassin de l'Ouémé Supérieur, le Sous bassin de l'Okpara, le Sous-bassin du Zou et le Sous bassin de la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé d'autre part. Les messages d'information ont porté également sur leurs rôles et responsabilités dans la mise en place et l'animation des comités de gestion de l'eau du Bassin de l'Ouémé.

Ainsi, convaincu de leur mission, les acteurs à la base se sont engagés dans une dynamique de mobilisation de leurs paires pour une bonne représentativité des familles d'acteurs dans chaque sous bassin et au niveau du Comité de Bassin. Le PNE-Bénin accompagne cette dynamique locale par le biais des ONG d'intermédiation GIRE. Ces derniers auront pour mission d'appuyer le processus de mise en place des Comités de gestion du Bassin de l'Ouémé et pour faciliter leur animation.



Le présidium à l'ouverture des travaux

Armel AHOSSI
(PNE-Bénin)

Analyse

Epidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest

Une opportunité pour renforcer la sensibilisation sur le lavage des mains au Bénin

Malgré les cas suspects signalés et la fièvre de Lassa qui a fait cinq victimes à Tanguiéta, aucun cas d'Ebola n'a été confirmé officiellement encore par les autorités béninoises. Contrairement aux cinq pays (La Guinée-Conakry, le Libéria, la Sierra-Leone, Mali) qui se battent vaillamment avec le soutien de l'OMS et des partenaires, le Bénin n'a pas encore enregistré son premier cas. Pour l'heure, cette épidémie à l'origine de 7.000 morts déjà, inquiète toujours les Béninois. Mais, cette situation offre une belle occasion de promouvoir le lavage des mains qui constitue l'une des mesures préventives efficaces pour éviter la propagation du virus en cas d'apparition.



Le lavage des mains, un geste qui sauve des vies

Dans les pays voisins de l'Afrique de l'ouest, une partie de l'Afrique où les migrations entre populations sont particulièrement grandes, plusieurs mesures parfois dures pour les économies nationales, ont été prises pour limiter les risques de contamination entre les populations. Des dispositions de filtrage au niveau des frontières, à l'instauration de zones de quarantaine et l'inter-

diction des rassemblements publics comme en Sierra-Léone, certains pays comme la Côte d'Ivoire sont allés jusqu'à interdire des vols en direction des pays touchés par l'épidémie.

Face à la situation, l'Organisation Mondiale de la Santé a décrété « l'urgence de santé publique de portée mondiale » pour sonner la mobilisation de la communauté internationale afin de trouver

les moyens scientifiques et financiers de barrer la route à cette fièvre au taux de décès variant entre 25 à 90 %. Ainsi, si pour le moment le Bénin attend d'enregistrer son premier cas - ce qui n'est pas souhaitable - il y a lieu d'intensifier et de renforcer la sensibilisation pour l'appropriation par les populations, des règles d'hygiène sanitaire comme le lavage des mains.

Car, en l'absence de traitement efficace et de vaccin pour l'homme, la sensibilisation aux facteurs de risque et la connaissance des mesures de protection à prendre à titre individuel sont le seul moyen de réduire l'infection et la mortalité chez l'être humain. Et l'une des mesures recommandées en dehors de toutes les autres par l'OMS, c'est la diffusion de messages éducatifs de santé publique visant le lavage régulier des mains à l'eau et au savon. Un geste fort simple mais qui depuis plusieurs années, a du mal à faire fortune dans notre pays au niveau des populations béninoises.

En effet, seulement 3 personnes sur 10 se lavent les mains à l'eau et au savon aux moments critiques à savoir avant de manger et après les toilettes. Pourtant, tou-

tes les études montrent que le lavage des mains bloque la transmission d'agents pathogènes qui sont à l'origine de plusieurs maladies dont la diarrhée, la typhoïde, le choléra... Une étude récente (Curtis et Cairncross, 2003) indique que le lavage des mains au savon, en particulier après un contact avec les excréments peut réduire l'incidence diarrhéique de 42% à 47%.

Avec un taux de lavage des mains très bas au Bénin, l'apparition du virus Ebola pourrait avoir des conséquences désastreuses. Avant qu'il ne soit trop tard, le gouvernement et toutes ses structures déconcentrées, devraient promouvoir dans le contexte de psychose et dans la hantise de l'apparition du premier cas d'Ebola, des programmes de lavage des mains. Si par le passé, le lavage des mains à l'eau et au savon avait du mal à passer, avec le virus Ebola, le moment devrait être saisi pour que nos populations comprennent tout le bien fondé de ce geste simple, qui constitue à lui seul, un vaccin contre plusieurs maladies.

**Alain TOSSOUNON
(RJBEA)**

Tribune des partenaires

Amélioration de la qualité de l'eau

La précieuse contribution de Helvetas Swiss Intercooperation

Dans le cadre de son programme Eau et Assainissement à travers le Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Eau – QualiEau, Helvetas Swiss Intercooperation a entrepris une expérience faite dans la commune de Nikki. Aujourd'hui, c'est l'une des femmes bénéficiaires du village de Chein qui témoigne et exprime sa satisfaction.



Abraham Lehman'Kouro, Transformatrice demaniocengari, Présidente de l'association des femmes de Cheinya, mariée, 5 enfants dont un seul scolarisé

Je suis contente avec le nouveau puits, l'ancien se trouvait dans la brousse, en forêt, et c'était difficile d'y aller tôt le matin ou tard le soir.

Quand le puits était là-bas, c'était très sale. Tout le monde y allait faire sa lessive, et lorsqu'il m'arrivait de faire le reproche à quelqu'une, elle me répondait que le puits était public. Alors personne ne balayait.

Bien avant, quand les hommes sarclaient, ils demandaient aux femmes de remblayer les alentours avec du sable. Puis petit à petit, on n'a plus rien arrangé, il y avait seulement de la boue qu'on piétinait.

En plus, il y avait pleins de moustiques autour et la surface de l'eau était pleine de vers. On devait les enlever avant de puiser l'eau. On se demandait si c'était à cause de la boue autour du puits qu'il y en avait autant? Et si ce n'était pas cela qui nous rendait malade ?

Et je vois que maintenant que le puits est transformé, l'eau est propre. Nous avons eu la chance et le bonheur que ce puits ait été modifié et ramené au cœur du village. A n'importe quelle heure, je peux aller y puiser et il suffit de payer au vendeur d'eau. Comme toutes les femmes de Chein-Suya, je suis contente par ce qu'à n'importe quelle heure je peux avoir de l'eau et que le nettoyage des alentours de la borne fontaine est plus facile.

En plus maintenant l'eau est potable, il n'y a plus de vers.»

Alice CHABI GUIYA
(Helvetas Swiss Intercooperation)

Le Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Eau – QualiEau en quelques mots

Helvetas Swiss Intercooperation intervient dans le Nord Bénin depuis 2004 avec le programme eau et assainissement. L'un des labels de ce programme c'est la modification des puits à grand diamètre en ouvrage d'eau potable à travers le Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Eau – QualiEau. En effet les puits à grand diamètre construits par l'hydraulique villageoise depuis les années 70 se sont avérés être des sources d'eau polluées. Ces puits à ciel ouvert reçoivent toutes sortes de saletés devenant ainsi des sources contaminées et exposent les populations aux différentes maladies diarrhéiques. Helvetas a ainsi fait l'option de réhabiliter ces puits, les modifier et les équiper de pompe manuelle. Dans le processus de réhabilitation, des analyses bactériologiques sont effectuées et des traitements périodiques sont faits pour assurer la qualité de ces eaux. Le concept a quelque peu évolué et les puits à très bon débit ont été équipés d'installation solaire, réduisant ainsi les difficultés de puisage aux populations. L'une de ces expériences a été faite dans la commune de Nikki où une femme du village de Chein exprime ici sa satisfaction.

Parole aux acteurs

Entretien avec le Professeur Euloge K. Agbossou, Directeur de l'Institut National de l'Eau (INE)

« L'INE se présente comme le bras scientifique de la DGEau, de la SONEB et de tous les autres structures en charge de l'eau »

Après à peine un (1) an d'existence, l'Institut National de l'Eau (INE) prend de plus en plus sa place dans le cercle des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement. Avec comme vocation de former des cadres spécialisés devant servir dans les structures et ministères en charge de l'eau et de l'assainissement, l'INE s'investit dans la recherche afin de répondre aux problématiques du moment du Bénin en matière de maîtrise et de bonne gestion des ressources en eau.



Vous êtes à la tête de l'INE, est-ce que vous pouvez nous présenter cet institut ?

L'Institut national de l'Eau est né de la volonté de plusieurs acteurs notamment les anciens laboratoires de la FSA, FAST et de l'EPAC. Il s'agit des Laboratoires de l'Hydraulique et de l'eau de la FSA, du Laboratoire d'hydrologie appliquée de la FAST et du Laboratoire des Sciences et techniques de l'eau de l'Ecole Polytechnique (EPAC) qui avaient bénéficié des projets NPT qui, en travaillant compris la nécessité d'une synergie entre les laboratoires. Il s'est révélé que les trois laboratoires

travailler en commun, mutualiser les équipements qu'ils ont. Alors, ils ont créé ensemble de façon virtuelle à travers le Programme de formation en eau ProFeau. A partir de là, ils ont eu l'idée de proposer à la partie néerlandaise (gouvernement des Pays-Bas), le financement d'un projet NICHE pour la création de l'Institut National de l'Eau. C'est de la volonté des acteurs travaillant dans le domaine de l'eau au sein de l'Université qu'est née l'idée de l'INE. Cette idée a été appuyée par les autorités rectorales de l'université, par l'Ambassade des Pays-Bas, et par la suite le Ministère a pris l'arrêté

de création de cet institut. Un institut qui doit fonctionner comme une école, qui doit former des apprenants dans le domaine de l'eau, former des diplômés en licence, master doctorat. C'est un institut de formation. Mais du fait que cet institut a un caractère national, nous avons un Conseil d'Administration dans lequel, siègent tous les recteurs des autres universités publiques plus les différents ministères et structures d'autres acteurs... C'est une particularité pour montrer le caractère national de l'institut. L'institut ne pouvant rester directement être rattaché au ministère, il faut bien que cela soit dans une des universités et la mieux à même de l'abriter, c'est l'Université d'Abomey-calavi qui offre les commodités nécessaires pour son installation. Les bailleurs de fonds ont aussi aidé à asseoir cet institut.

Est-ce qu'il y avait un besoin sur le terrain en ce qui concerne le fonctionnement du secteur de l'eau ?

Cet institut vient à point nommé. Parce que le gouvernement a fait de l'accès à l'eau des populations, une priorité mais aussi la bonne gestion des ressources en eau. En plus, il y a de nombreux projets dans le secteur. Et puisque les ministères et structures en charge de l'eau, n'ont pas les ressources humaines suffisantes, l'INE se présente comme le bras

scientifique de la DGEau, de la SONEB et de tous les autres structures en charge de l'eau. Sa création a été bien accueillie par toutes ces structures qui se disent que l'INE peut aider à la résolution de leurs problèmes. Or, l'eau c'est la vie et celui qui maîtrise l'eau, maîtrise déjà à 50% son développement. Il faut l'eau pour la boisson, l'agriculture, l'industrie... Indépendamment des cadres qui seront formés pour travailler dans ce secteur-là, l'institut a été créé pour répondre aux problèmes qui se posent aux structures sur le plan scientifique.

Peut-on affirmer aujourd'hui qu'avec l'avènement de l'institut, la recherche dans le domaine de l'eau va s'intensifier ?

En dehors des formations, la résolution des problèmes passe par la recherche. A la date d'aujourd'hui, nous avons une vingtaine de doctorants qui font leurs recherches dans le domaine de l'eau alors que l'institut est né il y a seulement un an. Par exemple, il y a eu au niveau de la DGEau, le Schéma directeur d'aménagement de la vallée de l'Ouémé. Et au niveau de ce schéma, nos doctorants ont identifié des problèmes et à travers leurs recherches, ils vont essayer de répondre aux problématiques identifiées. Il y a aussi actuellement le développement du plan Delta dont la résolution va permettre le dé-

Parole aux acteurs

veloppement des populations d'une vingtaine de communes. Egalement, la résolution des problèmes de la vallée de l'Ouémé avec la construction des barrages structurants, cela va réduire les problèmes d'inondations dans la ville de Cotonou. Tous ces problèmes sont des sujets de réflexion pour nos doctorants que nous formons pour contribuer à la résolution des réels problèmes de nos populations et pour l'économie béninoise.

Très souvent les résultats de recherche restent au niveau de l'université. Est-ce que dans le cas de l'institut, les résultats des recherches vont être valorisés et pris en compte par les structures en charge de la gestion du secteur de l'eau ?

Les thèmes qui ont été choisis par les doctorants ont été retenus de commun accord avec les acteurs de terrain, les professionnels du secteur notamment de la DGEau. Les problèmes qui ont été posés, ont été transformés en sujets de recherche pour apporter des ré-

ponses. Nous travaillons aussi sur la composante eau pour la sécurité alimentaire et lorsqu'on dit eau pour la sécurité alimentaire, on parle de développement rural et de la production. Là aussi les sujets de recherche sont élaborés de concert avec les acteurs du monde rural afin que la production agricole qui dépend beaucoup de la pluviométrie, pour booster l'agriculture, améliorer les rendements et réduire la pauvreté.

Le Bénin est en retard par rapport à la maîtrise de l'eau et la création des retenues d'eau. Est-ce que désormais on peut espérer que le Bénin va s'engager sur cette voie ?

Tout dépend de la volonté politique. Si les politiques décident de construire les barrages, les techniciens le feront. Ils ont les compétences nécessaires pour faire le travail. Et c'est à ce niveau qu'il y a l'intérêt de l'INE. Il est proactif car il fait des études et propose au gouvernement et avec le plaidoyer du PNE-Bénin, nous pouvons montrer l'intérêt pour

notre pays de s'engager sur cette voie. La chance que nous avons, c'est que le Directeur de l'INE est membre du Conseil National de l'Eau qui est le parlement de l'eau. A ce niveau, il apporte une voix scientifique aux échanges qui ont lieu au sein de cette assemblée. Les conditions sont en train d'être réunies.

Le financement de la recherche constitue un grand défi dans notre pays et l'INE bénéficie du soutien des partenaires. Mais, lorsque le soutien va s'arrêter, comment l'INE va poursuivre ses chantiers ?

L'INE n'est pas seulement là pour la recherche mais aussi pour la formation. Dans son arrêté de création (N° 532/MECESRS/CAB/DC/SGM/CTJ/DGES/R-UAC/SA, l'INE a la possibilité de mettre en place un centre de ressources pour l'appui-conseil. Donc, nous faisons des prestations pour les structures avec lesquelles nous travaillons pour mobiliser les ressources. Donc avec cet argent, nous devons nous autofinancer et promouvoir des sujets à débattre.

Actuellement, nous sommes en train de mettre en place le centre autonome d'expertise et de conseil en ingénierie qui va être notre bras armé financier qui va nous permettre de mobiliser les ressources que nous allons réinjecter dans la recherche. Dans quelques années, nous pensons que cela va prendre. Nous sommes encore un bébé même s'il est né avec quelques dents parce que nous provenons de trois laboratoires qui

ont une expérience... nous pouvons nous autofinancer.

Qu'attendez-vous des structures et des ministères travaillant dans le secteur de l'eau ?

Ces structures sont nos partenaires et nous travaillons de concert avec elles. Après un an d'existence, nous avons réussi à créer la confiance. Nous n'allons pas créer des puits pour ces structures-là, mais nous sommes là pour les études. Mais, nous souhaitons que ces partenaires nous restent fidèles. Ces structures vont recevoir nos apprenants pour leurs stages professionnels. Ces structures ont besoin de nous et nous avons besoin d'elles. C'est un mariage gagnant-gagnant pas seulement pour le bien-être de l'INE mais pour celui de toutes les populations.

Un dernier mot....

Nous remercions le PNE-Bénin pour cette initiative. Nous sommes membres du Partenariat National de l'Eau du Bénin. Notre objectif, c'est d'être soutenu pour être visible. Nous existons sur papier et c'est à travers d'autres structures que nous allons être visibles. Nous lançons un appel au Ministère en charge de l'eau et de la santé aux bailleurs de fonds pour que l'institut devienne une réalité physique pour nous permettre d'avoir l'environnement adéquat pour nous mettre au service des structures et du développement du Bénin.

**Propos recueillis par
Alain TOSSOUNON**



Conseils et Innovations

HOMMAGE A CLAUDIA AMEGANKPOE



Session de formation sur le suivi budgétaire



Session de formation sur le suivi budgétaire



Session AG 2013 du PNE-Bénin



1ère réunion du CANEA en 2014

Le CANEA SE SOUVIENDRA TOUJOURS DE TOI

Le Bureau Exécutif du PNE-Bénin vous formule au nom du réseau ses

**Meilleurs Vœux de joyeux Noël
et du Nouvel an 2015**

**Merry Christmas and
Happy year 2015**